

## **Andréanne Larouche partage l'inquiétude des producteurs agricoles**

**Granby, le 8 mai 2020** – Suite à l'annonce faite cette semaine par la ministre de l'agriculture, Andréanne Larouche a bien entendu l'inquiétude du milieu agricole. « J'ai reçu des messages d'agriculteurs inquiets et je tiens à réitérer que l'équipe du Bloc Québécois a toujours eu à cœur les intérêts du monde agricole et qu'elle y travaille quotidiennement », affirme Andréanne Larouche, députée du Bloc Québécois.

Elle confirme que son collègue Yves Perron, porte-parole en matière d'agriculture, d'agroalimentaire et de gestion de l'offre, et elle-même exercent des pressions constantes auprès du gouvernement afin que ces producteurs essentiels obtiennent enfin la part de l'aide qu'ils méritent. Ils se sont même rendus tous les deux à Ottawa le mercredi 6 mai pour les défendre. « Le Bloc Québécois épaulé les groupes de producteurs depuis le début de la crise (et même avant !) afin que le gouvernement améliore ses programmes de gestion des risques. Des négociations doivent actuellement avoir lieu en vue du renouvellement du Cadre stratégique agricole, dont les programmes arrivent à échéance en 2021 », rappelle la députée.

Les mesures annoncées le 6 mai dernier par le gouvernement fédéral offrent des montants totalement ridicules pour un secteur aussi vaste et aussi important. En effet, les 252 M\$ doivent desservir l'ensemble du Canada et ils ciblent certaines filières précises. Alors que les producteurs demandaient un fonds d'aide de l'ordre de 2,6 G\$, le montant annoncé ne permettra malheureusement pas au monde agricole de passer à travers la crise de la COVID-19. Des mesures supplémentaires doivent être annoncées rapidement, « car malgré le rôle fondamental que les agriculteurs occupent dans notre société, des mesures d'urgence concrètes pour les aider tardent à venir. Nous croyons également qu'il faut injecter des sommes pour augmenter les liquidités disponibles sur les fermes sans augmenter l'endettement des entreprises qui est déjà, pour la plupart d'entre elles, très élevé », ajoute Andréanne.

Par ailleurs, elle confirme avoir également travaillé avec son collègue Yves Perron afin de faciliter l'arrivée et la gestion des travailleurs étrangers temporaires, et d'obtenir des incitatifs financiers qui pourraient pousser les Québécois à aller travailler en agriculture pour éviter une pénurie de main-d'œuvre. À l'heure actuelle, selon la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, 85 à 90 % des travailleurs étrangers temporaires agricoles seraient arrivés. Cependant, il ne faut pas arrêter de faire pression parce que des milliers d'autres travailleurs doivent normalement arriver plus tard dans la saison pour les récoltes.

La situation actuelle risque de faire augmenter le coût du panier d'épicerie puisque certains producteurs seront forcés de modifier leurs cultures pour privilégier des plants qui exigent moins de main d'œuvre. Cela causera possiblement de la rareté dans certains secteurs et des surplus dans d'autres. Il est certain que le monde agricole mettra quelques années à se remettre de cette crise. « Nous collaborons de bonne foi avec le gouvernement afin de leur proposer des mesures et de les sensibiliser à l'urgence d'agir. Nous poursuivrons donc le travail de façon quotidienne pour que nos producteurs agricoles et que notre secteur agroalimentaire puissent obtenir un soutien adéquat qui assurera une sécurité alimentaire à nos citoyens », explique la députée de Shefford.

### **Et ça tarde encore pour les aînés**

Malgré une troisième présence physique en trois semaines à la Chambre des communes pour parler de la situation précaire des aînés, aucune aide spécifique n'a été annoncée concernant leur situation. La députée a même eu la chance de poser des questions lors d'une séance virtuelle du comité des finances la semaine dernière. « Je m'explique mal pourquoi le gouvernement n'a toujours rien annoncé pour nos aînés. Ça fait des semaines et même des mois que nous le demandons et que le gouvernement se contente de nous répondre que ça s'en vient, mais ensuite c'est silence radio. Pourtant, notre demande pour les aider à passer à travers la crise est simple : une hausse immédiate de la pension de vieillesse de 110 \$ par mois avec une bonification du supplément de revenu garanti », conclut Andréanne Larouche.

**-30-**

Source :

Samra Grahic  
Adjointe aux communications  
Bureau d'Andréanne Larouche  
450 378 3221